

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
84905 Avignon CEDEX 09

Avignon, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEPR

2539 route de Sorgues
BP 30040 - CS40031 -
84130 Le Pontet

Références : D-0819-2025
Code AIOT : 0006400499

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement SEPR implanté 2539, route de Sorgues 84131 Le Pontet. L'inspection a été annoncée le 20/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi pluriannuel du site par l'inspection des installations classées .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPR
- 2539, route de Sorgues 84131 Le Pontet
- Code AIOT : 0006400499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Européenne de Produits Réfractaires (SEPR) est une filiale à 100% du groupe Saint Gobain spécialisée dans la fabrication de produits réfractaires entrants dans la composition de fours industriels. SEPR fabrique des réfractaires électrofondus ainsi que des céramiques (billes, grains et poudres) pour les business de SEFPRO / ZIRPRO et PCR (branche matériaux céramiques du groupe Saint-Gobain)

Le site comprend 7 fours de process dont les températures varient entre 1800 et 2400 °C. Il emploie environ 500 salariés.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements en eaux	AP Complémentaire du 02/05/2016, article 4.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 22/02/2021, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	entretien des installations de traitement	AP Complémentaire du 05/02/2016, article 4.4.4	/	Sans objet
4	gestion des déchets	AP Complémentaire du 02/05/2016, article 5.3.1 et 5.1.7	/	Sans objet
5	conformité rejets atmosphériques Four 24	AP de Mise en Demeure du 14/09/2022	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des actions appropriées afin de répondre aux problématiques actuelles du site et qui se concentrent particulièrement autour de la conformité de ses rejets (dans l'eau et dans l'air) et de la surveillance et du monitoring de ses consommations d'eau.

L'inspection a également permis de faire le point sur le nouveau Four 42 dont les travaux sont achevés. Les derniers ajustements techniques et réglages sont en cours au jour de la visite.

Enfin, l'exploitant est invité à communiquer à l'inspection et à monsieur le préfet une demande argumentée de révision des VLE applicables à la production 1195 sur le four 24.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements en eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2016, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise de la ressource en eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 05/06/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite, les purges en lien avec les consignes de températures sont toutefois autorisées.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement, Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Rhône: 150 000m³/an, 20m³/h, 450m³/j maxi

Eaux souterraines via 8 forages: 2 000 000m³/an, 300m³/h, 6000 m³/j maxi

Réseau d'eau: 50 000 m³/an

Constats :

D'après les données collectées grâce à l'application GEREP , il ressort que l'exploitant a prélevé en 2024: 603 205 m³ d'eaux souterraines (forages) et 12 441 m³ d'eau potable (via l'alimentation du réseau de ville).

L'exploitant a mis en place un registre des prélèvements.

11 groupes refroidisseurs ont été changés pour des technologies de 'Boucles fermées'. En janvier 2025, a été réalisé le passage en boucle fermée des refroidisseurs de la ligne de broyage DEZIR. Cet investissement devrait permettre une économie moyenne annuelle estimée entre 60 et 80 000 m³ /an. Le travail reste à finaliser pour les sécheurs (économie potentielle estimée de 20 000 m³)

A date, il reste 13 compteurs à poser (eau/électricité/gaz). L'exploitant travaille avec un prestataire (DAMETIS) qui lui fournit un logiciel, de données assez performant permettant un monitoring efficace de toutes les consommations.

Au jour de la visite le logiciel n'était pas encore 100% opérationnel car les câblages et les raccordements étaient en cours.

Lors de la séance, l'exploitant a indiqué avoir repéré une fuite sur son réseau interne d'eau (fuite évaluée à 25 000 m³ / mois). Cette fuite a depuis été trouvée et réparée.

Lors de l'inspection, il a été constaté que les compteurs sont vérifiés. Les clapets anti-retours sur les puits sont testés.

A noter enfin que l'exploitant a actualisé son PSH . Ce dernier fera l'objet ultérieurement d'une inspection spécifique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 4.4.9.1 « Rejets dans le milieu naturel » de l'arrêté du 2 mai 2016 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètre	Rejet 1	
	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	35	250
DBO5	30	150
DCO	125	500
HCT	10	10
Cuivre	0,15	0,2
Zinc	0,8	0,5
Chrome total	0,1	0,005
Arsenic	0,025	0,02
Cadmium	0,025	0,002
Mercure	0,025	0,001
AOX	1	0,03
Chloroforme	0,05	0,002

ARTICLE 9 :

Les dispositions de l'article 4.4.9.2 « Rejets internes » de l'arrêté du 2 mai 2016 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Référence des rejets internes à l'établissement : N° : 2₂₃, 2₂₄, 2₅₂, 2₅₃ et 2_{3X}

Paramètres	Valeurs limites d'émission Concentration moyenne journalière (en mg/l)
Débit	/
Température	< 30 °C
pH	entre 5,5 et 9,5
DCO	125
Phosphore total	10
MES	100
AOX	1
Arsenic et composés (en As)	0,05
Fer et composés (en Fe)	5
Cuivre	0,5

Nickel et composés (en Ni)	0,5
Plomb et composés (en Pb)	0,5
Zinc	2
THM (trihalométhane)	1
Chlorures	/
Chloroforme	0,05

En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie à l'article 9.3.3.1.2.b du présent arrêté.

Les valeurs limites d'émission ci-dessus s'entendent avant toute dilution des rejets de l'installation de refroidissement.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection des installations classées ».

Constats :

L'exploitant a communiqué en réponse au rapport de l'inspection du 10/07/2023 , son plan d'action à savoir le redimensionnement de sa STEP et le maintien des eaux de pluies chargées en MES en confinement dans le bassin d'orage.

Par courriel du 06/02/2025, l'inspection est informée de non-conformités au niveau des rejets du mois de janvier 2025: Le redémarrage de l'unité zircone en janvier ainsi que des problèmes de démarrage de la STEP expliquent les résultats . Un problème de métrologie était aussi relevé sur la mesure de turbidité (capteur/effluents hors spécifications de mesure). Le plan d'action suivant a été mis en œuvre à l'issue de cet incident :

- nettoyage du préleveur
- nettoyage de la fosse
- expertise sur le positionnement du capteur et du préleveur (redémarrage à vide).
- re-calcul du seuil de turbidité pour la mise en confinement des eaux pluviales
- poursuite du plan d'action 'STEP'

Il n'est pas noté d'amélioration en février 2025 (mail exploitant du 11/03/2025). Un nouveau problème a alors été identifié à savoir des

- difficultés de précipitation/floculation au contact du $MgCl_2$ et du polymère (tps de contact non conforme et à améliorer)
- problème au niveau du filtre presse
- création d'un nouveau canal venturi adapté au nouveau débit de la STEP

Par mail du 11/04/2025, l'inspection est tenue informée du fait que les améliorations portent leurs fruits et les actions engagées poursuivies.

Par mail du 12/05/2025 , l'exploitant signale à l'inspection des dépassements de VLE mais les données semblent s'améliorer. De nouveaux investissements sont prévus :

- nettoyage à l'eau / acide en automatique des toiles du filtre presse
- mise en œuvre d'une injection automatique de polymères
- achat de 5 plateaux supplémentaires pour le filtre presse

Les résultats GIDAF consultés par l'inspection indiquent :

(rappel VLE: 8000 m³/j (max journalier) et 7000 m³/j (moyenne mensuelle du débit journalier);
VLE : MES 35 mg/l et 250 kg/j)

Entre le mois de septembre 2024 et septembre 2025 :

PR1 rejet station :

pH : on observe des valeurs max assez élevées (>9,5) pour 6 % (19/344)

MES :

34 % des mesures dépassent en concentration (118/344)

4%M en flux (15/344)

Pdt les travaux les rejets de DEZIR.

Mesure de la qualité des rejets de l'atelier Dezir seul (pb fluor = 17 et 20 mg/l).

A noter enfin un problème relevé au niveau du cadre GIDAF avec le manque du paramètre 'fluor'.

A partir du mois de septembre, les résultats sont en nette amélioration.

Enfin, le laboratoire ABIOLAB est intervenu pour des mesures sur les effluents en septembre .

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : entretien des installations de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/02/2016, article 4.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, effluents liquides
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées notamment par ruissellement sur les aires de stationnement , de chargement et de déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an.</p> <p>Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées .</p> <p>Constats :</p> <p>En séance, les certificats d'entretien en lien avec le contrat annuel établi avec la société « assainissement de Provence » ont été consultés .</p> <p>Les ouvrages sont bien entretenus.</p> <p>Les bordereaux d'élimination de déchets ont aussi été présentés.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : gestion des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2016, article 5.3.1 et 5.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS</p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. Les quantités maximales de déchets présents sur le site ne doivent pas dépasser les quantités suivantes :</p> <p>Déchets inertes : 0 tonne, Déchets et produits dangereux : 1 250 tonnes, Déchets non dangereux : 300 tonnes.</p> <p>ARTICLE 5.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT</p> <p>Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes:</p>

Type de déchets :Déchets non dangereux Nature des déchets: Rejets dépoussiérage; Boues d'usinage; Réfractaires usagés Type de déchets :Déchets dangereux Nature des déchets: DTQD; Huiles; emballages souillés; Boues fluorées; déchets chromés
Constats : A ce jour, la gestion des déchets est assurée par le service HSE du site. Le groupe Saint Gobain affiche une politique ambitieuse de réduction des déchets produits en privilégiant la revalorisation matière dès que possible. Cela passe par de nombreux projets en cours en vue la réutilisation de certains matériaux, calcins ou de déchets particuliers (par exemple le fluor) . D'après les données GERE 2024, 4000 tonnes de déchets sortants ont été produits (contre 12 000 en 2017) En matière de déchets dangereux , les productions sont essentiellement les suivantes :: boues= 298 T rejets de dépoussiérage = 480 T déchets d'origine minérale = 963 T A noter que les sables de zircon auparavant traités en filière de réintroduction en cimenterie ne sont plus acceptés . En cause, l'abaissement des seuils d'acceptation des débits de dose (de 2,5 à 0,25 micro-sieverts) . L'exploitant est invité à faire remonter de façon formalisée cette question auprès des intervenants (inspection des installations classées et préfets) afin qu'une réponse soit apportée. A ce jour, la gestion des déchets n'appelle pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : conformité rejets atmosphériques Four 24

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2022
Thème(s) : Risques chroniques, respect des VLE en NOx
Prescription contrôlée : La Société Européenne des Produits Réfractaires (SEPR), dont le siège social est situé « Les Miroirs » - 18 avenue d'Alsace - 92 096 LA DEFENSE CEDEX 30, est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation des activités situées sur le territoire de la commune de LE PONTET, au 2539 Route de Sorgues, de se conformer aux dispositions suivantes de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2016 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire: Tableau non reproduit en totalité. Four 24 blanc (production) 1195 - VLE en NOx: Les échéances intermédiaires suivantes permettent de suivre l'efficacité des actions de mise en conformité prévues par l'exploitant : • 30 novembre 2022 : 900 mg/Nm3 • 1er janvier 2023 : 700 mg/Nm3 • 30 juin 2023 : 500 mg/Nm3
Constats : <u>Rappel des constats issus de l'inspection du 05/06/2023:</u> La production de 1195 sur ce four est faible d'après l'exploitant . Il est à noter que les concentrations de NOx baissent et la valeur intermédiaire de 700 mg/Nm ³ est aujourd'hui respectée. Toutefois, l'exploitant note des instabilités des conditions d'aérodynamique liées à la gestion du décolmatage. Les travaux seront repris à l'été 2023 afin d'améliorer le dépoussiérage. Un travail sur le bilan énergétique du four va être aussi mené afin de générer moins de Nox. La SPER sollicite par courrier du 19 juin 2023 un report ultime d'échéance au 31/12/2023.

L'inspection des installations émet un avis favorable à cette demande considérant les travaux déjà engagés et à venir ainsi que la capacité de l'exploitant à réduire ses rejets de façon globale.

Constats actualisés:

La SEPR a fourni un travail important d'analyse et d'actions correctives et a sollicité un délai supplémentaire de mise en conformité à fin 2023 qui avait recueilli l'avis favorable de l'inspection considérant le gros travail de mise en conformité et les résultats encourageants obtenus notamment sur le four 52 qui représente le plus gros volume de production. A ce jour, le bilan de conformité vis-à-vis de la mise en demeure sur les rejets de NOx se présente comme suit :

Four	Production concernée	VLE en NOx fixée par arrêté préfectoral	Situation du site
Four n° 52	5xx	500 mg/N m ³	La production de 5-xxx n'a pas été reprise depuis 2020. L'exploitant devra valider les mesures de réduction des NOx lors de la reprise.
Four n°52	1682	500 mg/N m ³	Conforme. Production 24h/24 a date.
Four n°24	1195	500 mg/N m ³	La production sur ce four est très faible avec seulement <u>5 semaines de production en 2 ans. .</u> Suite aux 1er résultats obtenus (REX des solutions éprouvées et testées sur le Four 52) , l'exploitant a réduit les NOx passant de valeurs de rejets de plus de 2000 mg/N m ³ à 700 mg/Nm ³ . L'exploitant juge le ratio coût/gain

			<p>environnemental disproportionné pour atteindre la VLE à 500 mg/Nm³.</p> <p>Compte tenu des flux sur ce Four et de la faible production, la SEPR va demander à revoir cette VLE à la hausse.</p>
--	--	--	---

La SEPR indique que les résultats obtenus sur le Four 24 pour une production de THTZ sont encourageants et ont permis une mise en conformité .

Toutefois, le process de fabrication de 1195 sur le Four 24 émet plus de NOx que la production de THTZ (températures de process plus élevées). L'exploitant indique ne pas être en mesure de respecter la VLE de 500 mg/ Nm³ pour une production de 1195 assez marginale.

Dès lors le gain environnemental associé au respect de la VLE de 500 mg/Nm³ est jugé très faible en comparaison des coûts important pour leur atteinte.

L'inspection des installations classées est favorable à une révision de la VLE en NOx pour la production 1195 sur le Four 24 considérant sa production annuelle assez limitée. Pour ce faire, la SEPR est invitée à présenter sa demande argumentée. Il est demandé que l'exploitant puisse établir un bilan coût/avantage des solutions mises en œuvre et restantes sur le four 24 afin de pouvoir argumenter cette demande sur base de bilans chiffrés.

Type de suites proposées : Sans suite